

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# 11 juin : appels à l'action, revue de presse et autres infos

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : mercredi 11 juin 2003

---

Démocratie & Socialisme

---

**Les appels à la grève du 10** (L'Huma)

**Fonctions publiques** : appels à la grève de la CGT, FO, FSU et UNSA.

**L'Interfon CFTC** a appelé à " un rendez-vous de grèves et de manifestations ".

**Enseignement** : l'intersyndicale FSU, UNSA, CGT, CFDT, FAEN a programmé une journée nationale de grève.

**Équipement** : la CGT a appelé à un " temps fort ", la CFDT a déposé un " préavis reconductible " et un " préavis spécifique " pour mercredi et jeudi.

**Impôts** : SNUI-FDSU, SNADGI-CGT, FO et UNSA ont appelé à faire grève et à manifester " dans le cadre de la grève reconductible " lancée le 13 mai.

**La Poste et France Télécom** : FO, CGT PTT ont lancé des préavis de 24 heures et SUD PTT, un " préavis illimité " à partir de mardi.

**RATP** : la CGT considère que le " préavis reconductible " lancé depuis le 3 juin est toujours valable.

**SNCF** : CGT, CFDT, FO et UNSA ont déposé un préavis de grève, reconductible pour les trois premières, de 24 heures pour l'UNSA. Pour SUD rail, son préavis, à compter du 2 juin, est toujours valable.

**Air France** : les syndicats CGT, UGICT CGT, FO, FO cadres, CFDT, UNSA, SNMSAC, Alter et SUD aérien ont appelé à un " arrêt de travail de 24 heures ".

**EDF-GDF** : appels à la grève de la CGT et de FO.

**Santé** : CGT, FO, UNSA, CFTC et SUD santé et sociaux ont appelé à " une nouvelle grande journée de grève et de manifestations unitaires public et privé ".

**BTP** : appel de la CGT et de FO " à la grève générale et à des arrêts de travail massifs ".

**Routiers** : appel commun de la CGT, CFDT et FO à la grève.

**Autoroutes** : opération péages gratuits lundi soir dans toute l'Île-de-France à l'appel d'une coordination syndicale.

**Secteur maritime** : la FNSM CGT a appelé à des journées d'actions, de mobilisations, de grèves et de manifestations les 10, 12 et 15 juin.

**Chimie** : la CGT a appelé à la grève et FO à " la grève générale interprofessionnelle illimitée à partir de mardi ".

**Banques** : les fédérations CFDT, CGT et FO ont appelé à " cesser le travail " et " à participer aux manifestations ".

**Police, commerce, agroalimentaire, spectacle, bois, Livre, métallurgie, ports et docks, tabacs, verre-céramique...** : appels à la grève de la CGT.

La contestation sociale prend de l'ampleur durant la semaine du 9 juin avec des appels à la grève dans plusieurs secteurs. Voici le calendrier des mouvements prévus :

---

### Mercredi 11 juin

**Spectacle** : La fédération des syndicats CGT du spectacle appelle à une "grève générale" du spectacle, du cinéma et de l'audiovisuel. Un cortège partira de la place Pigalle (devant la Cigale) à 16h30 et se dirigera vers la place du Palais Royal.

**Equiperment** : La CGT appelle à un "temps fort", la CFDT a déposé un "préavis reconductible" et un "préavis spécifique" pour mercredi et jeudi.

---

### Jeudi 12 juin

**Education** : L'intersyndicale des enseignants (FSU, UNSA-éducation, CGT, FAEN) appelle à la grève, le jour des premières épreuves du bac, mais sans empêcher la tenue de l'examen.

**Meeting** : Les unions départementales CGT, FSU, FO, UNSA et Solidaires des Bouches-du-Rhône annoncent l'organisation d'un meeting unitaire devant le stade Vélodrome" au cours duquel prendront la parole les secrétaires confédéraux Bernard Thibault (CGT), Marc Blondel (FO), Alain Olive (UNSA) et André Aschieri (FSU).

**Transports** : La CGT-Cheminots appelle les cheminots "à faire de ce jour un rendez-vous national et interprofessionnel déterminant et à participer aux différentes initiatives et manifestations décidées aux plan local et départemental".

---

### Dimanche 15 juin

**Transports** : La CGT-Cheminots appelle les cheminots "à faire de ce jour un rendez-vous national et interprofessionnel déterminant et à participer aux différentes initiatives et manifestations décidées aux plan local et départemental".

**Association** : L'association d'inspiration libérale "Liberté j'écris ton nom" appelle à manifester à Paris pour une "nécessaire réforme des retraites" et contre "le blocage des syndicats". Le rassemblement est prévu à 16h00 place du Châtelet.

---

### Mardi 17 juin

**Banque de France** : Six syndicats de la Banque de France (BdF) appellent à une manifestation "en direction de l'Élysée" pour s'opposer au "démantèlement" de la Banque et demander l'ouverture d'un "Grenelle des services publics", a-t-on appris de source syndicale.

Ils ont convié associations d'usagers et d'élus à participer à cette manifestation qui partira de la place des Victoires

(Ile arrondissement) à Paris. clôturait une semaine d'entrevue entre les syndicats de l'éducation, reçus tour à tour sur la question des retraites et de la décentralisation.

---

### Les manifestations du 11

**Saint-Brieuc** : le cortège comptait 12 000 à 15 000 manifestants parmi lesquels de nombreux salariés du privé (Joint français, Chaffoteau & Maury, Manoir Industries...), des enseignants, des cheminots, des agents d'EDF, les hospitaliers, les salariés des transports.

**Calais** : 7 000 personnes ont constitué deux cortèges. Des éboueurs de la ville, avec à leur côté le maire, Jacky Hénin, ont ouvert la marche.

**Le Havre** : 40 000 personnes, selon les organisateurs, ont manifesté à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU, de l'UNSA et de SUD. Le cortège était ouvert par les hospitaliers. Douaniers, communaux et postiers suivaient, puis les salariés du privé (dockers, Atofina, Total, Sidel, Fourré-Lagadec...).

**Limoges** : 30 000 personnes, selon les syndicats, ont encerclé le centre-ville. Les syndicats CGT, FO, CFDT et UNSA ont défilé au cri de " tous ensemble, grève générale ". De nombreux employés du privé (métallurgie et entreprise d'électroménager Legrand) étaient présents dans le cortège, ainsi que les intermittents du spectacle.

**Rouen** : 50 000 personnes selon la CGT ont manifesté. La CGT, qui a ouvert le long cortège, a fait état d'une forte participation du privé.

**Nice** : 25 000 personnes, selon les organisateurs, ont défilé à l'appel de la CGT, FO, la FSU, l'UNSA, le SGEN et SUD, enseignants en tête.

**Rennes** : 10 000 personnes, selon les syndicats, ont manifesté contre les projets gouvernementaux de réforme des retraites et de décentralisation de l'éducation nationale.

**Tours** : 15 000 personnes, selon les organisateurs, ont manifesté à l'appel notamment de la CGT. De nombreux salariés d'entreprises privées locales ont manifesté en tête du cortège...

---

### Lu dans la presse

Bernard Delattre, Libre Belgique :

" La question n'est plus tellement de savoir s'"il en va de la survie de la République" de mener à bien ces réformes - comme l'a dit mardi à l'Assemblée le premier ministre Raffarin, qui a répété aux parlementaires de sa majorité qu'ils pouvaient "compter sur la détermination du gouvernement". Mais dans quel état la République sortira de cette épreuve de force. "

Jean-François Mabut, la Tribune de Genève :

" Le conseiller fédéral en charge des Affaires sociales s'en va claironner avec ses gros souliers que les Suisses devront bientôt pointer jusqu'à 67 ans. C'est une idée simple. Mais c'est aussi une véritable provocation dans une

économie où les vieux ont de moins en moins leur place comme travailleur. À moins que, d'ici à 2025, une pilule genre Viagra du boulot redonne du tonus aux employés vieillissants... "

### **Mouvement social : " La télé dit que ça s'essouffle ? Ce sont des bêtises "**

Le cortège parisien a plus que jamais affiché la détermination des manifestants à faire entendre leurs revendications jusque dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale.

Quelques heures avant le discours de Raffarin et le début des débats sur la retraite à l'Assemblée nationale, la manifestation parisienne démarrait de la place de la Bastille, avec un message au gouvernement : il doit écouter la rue. " Le gouvernement dit qu'il est la représentation populaire, parce qu'il a été élu à une large majorité, conteste Liliane, professeur d'allemand dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et syndiquée à Force ouvrière. Mais les gens qui ont voté pour lui ne lui ont pas donné un blanc-seing pour faire tout et n'importe quoi, pour casser tous nos acquis sociaux, la retraite, la Sécu ! Il veut une société à double vitesse, avec une minorité qui pourra se payer une protection sociale. On va vers une régression sociale, alors qu'il y a de l'argent. On veut que les fruits du travail nous reviennent. On est dans la rue et on ira jusqu'au bout. " En retraite dans deux mois, Liliane ne décolère pas. Contre le gouvernement, mais aussi contre les journalistes : " J'ai soixante et un ans, et je n'ai jamais vu une telle désinformation sur les revendications, une télé aussi gouvernementale. " François, jeune cadre chez GIAT à Versailles et délégué CGT, veut la " réouverture des négociations ". " Sur une question aussi primordiale, on ne négocie pas 24 heures sur un coin de table. Les syndicats qui ont signé sont minoritaires. Le débat à l'Assemblée doit s'arrêter. Toute l'opposition doit demander des négociations. " " La télé dit que ça s'essouffle ? C'est des bêtises ", confirme Michel, agent SNCF depuis 1974, actuellement à l'entretien à Villeneuve-Prairie. " On est en grève reconductible depuis six jours. Les médias matraquent que les cheminots ne sont pas concernés, mais c'est évident que si on allonge la durée de cotisation des fonctionnaires, les cheminots ne resteront pas à 37,5 annuités. L'opinion publique risque d'être contre nous, mais tant pis, il faut continuer la grève contre ce projet. " Zineb, professeur d'EPS dans l'Essonne, confirme : " C'est pas vrai que le mouvement s'essouffle. Ça discute beaucoup, les gens prennent de plus en plus conscience du problème, et ceux qui hésitaient savent aujourd'hui que le rapport de forces est enclenché. Maintenant, il faudrait un appel à une grève reconductible, au lieu des journées d'actions. " Dans le cortège CGT de Seine-Saint-Denis, un ouvrier de MD Techniques, petite entreprise de Bondy, s'affiche comme " métallo du privé en grève ". " Sur trente-deux salariés, on est seize dans la manif, soit 50 % des effectifs, contre 28 % la dernière fois ", se félicite Bruno Gardyn délégué CGT. " Ça monte, ça monte, on sera encore plus à la prochaine manif, espère-t-il. Je vais faire le tour des petites boîtes autour, pour les entraîner. " L'opposition au projet sur les retraites draine d'autres problèmes liés au travail. Rose-May Rousseau, secrétaire du syndicat CGT de l'hôpital Henri-Mondor, proteste contre le plan de réduction des coûts lancé à l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (HP-HP). " On ne peut pas imaginer des infirmières de plus de soixante ans au chevet des malades. Le problème de la pénibilité est lié à celui du sous-effectif que nous vivons depuis des années. Or, ce projet va encore accroître le sous-effectif. Il porte l'éclatement du statut, exactement comme pour l'éducation nationale. " Jérôme, machiniste de vingt-deux ans, est sorti avec une vingtaine de collègues de l'Opéra-Bastille. " On est là pour que le gouvernement revoie sa réforme. Contrairement à ce qu'il dit, c'est le peuple qui décide. "

Fanny Doumayrou

---

**Bernard Thibault**

**Lettre ouverte à monsieur le Premier Ministre  
Montreuil, le 10 juin 2003**

Monsieur le Premier Ministre,

Votre projet de réforme des retraites n'est ni juste ni équitable

J'aurais aimé en faire la démonstration, publique à l'occasion d'un débat contradictoire télévisé, malheureusement votre gouvernement le refuse. C'est regrettable pour la démocratie, pour la transparence qui devraient prévaloir s'agissant d'une réforme affectant la vie de millions de salariés sur des décennies.

Ni équitable, ni juste. La preuve :

Par l'allongement de la durée de cotisation et la baisse des niveaux de pension, ce sont les salariés qui supporteront 91 % de l'effort financier de la réforme. Les entreprises sont ainsi largement exonérées.

" Aucune retraite ne sera inférieure à 85 % du SMIC ", dites-vous. C'est faux :

- ▶ Il n'y aura rien de changé pour les 4 millions de retraités déjà au minimum de pension.
- ▶ Le niveau de toutes les retraites continuera de fondre en raison de leur indexation sur l'évolution des prix et non sur les salaires. Ainsi, un smicard ne touchera plus que 65 % après 15 ans de retraite.

" La retraite par répartition est sauvegardée. " Absolument pas :

Vous introduisez deux nouvelles dispositions pour " compenser " la baisse programmée (20 à 30 % !) du niveau des retraites :

- ▶ Un dispositif d'épargne-retraite pour ceux qui pourront se le payer. C'est l'introduction de la capitalisation au détriment de nos droits solidaires.
- ▶ Avec le cumul emploi plus retraite pour les plus pauvres, vous inventez les " emplois-vieux ", les employeurs n'ayant plus qu'à verser la différence entre le montant de la retraite acquise et l'ancien salaire. Quel cadeau !

" Le droit à la retraite à 60 ans est préservé. " Un leurre :

Avec les nouvelles règles que vous fixez : 42 ans de cotisation (pour l'instant... !), le système de bonus/malus, l'alternative sera soit de partir avec une retraite largement amputée, soit de travailler bien au-delà de 60 ans.

Dans ces conditions, les femmes salariées - premières victimes de la précarité et des bas salaires - verront leurs pensions laminées.

Vous clamez qu'il suffira de " travailler simplement un peu plus longtemps pour avoir la même retraite ".

Cela est particulièrement inexact pour les salariés du privé :

- ▶ D'abord, pour des millions d'entre eux, la première préoccupation c'est d'avoir un vrai travail et de le conserver. 42 ans de travail pour avoir la retraite complète, ils savent que c'est inaccessible.
- ▶ Par ailleurs, jusqu'en 1993, le calcul de leur retraite était basé sur les 10 meilleures années de salaire.

Vu le décret Balladur, aux 10 meilleures se sont déjà ajoutées 10 plus mauvaises. Grâce à vous, qui avez choisi de conserver ce décret en l'état, en 2008, ce sera cette fois 15 mauvaises années qui viendront " pourrir " les 10 meilleures. Donc, même en travaillant plus longtemps, le niveau des retraites va continuer à baisser dans des proportions importantes. Bravo !

Trop d'attentes insatisfaites

Alors qu'il faudrait des mesures spécifiques pour plusieurs catégories de salariés, comme ceux exerçant des métiers pénibles, dangereux, insalubres ou astreignants, dont l'espérance de vie est d'ailleurs inférieure à la moyenne, votre projet a fait l'impasse.

Alors qu'il faudrait permettre à ceux qui ont commencé à travailler jeunes et ont leurs 40 ans de cotisation de partir avant 60 ans, vos mesures excluent la grande majorité des intéressés.

J'attire enfin votre attention sur le fait que, loin d'être acquises dans le reste de l'Europe, les réformes des retraites sont aussi contestées vigoureusement en Autriche, Italie, Allemagne.

Alors oui à une réforme des retraites, mais certainement pas celle là. Et pas dans le calendrier étriqué dans lequel vous voulez la faire voter par l'Assemblée nationale.

Ne pensez-vous pas que le vrai courage politique serait d'ouvrir enfin de réelles négociations avec toutes les organisations syndicales, comme vous le demandent les deux tiers des Français ?

Monsieur le Premier Ministre, la balle est dans votre camp, qu'attendez-vous pour la jouer !

Bernard Thibault Secrétaire général de la CGT

---

### **Mouvement social Les cheminots et le Negresco**

Face-à-face symbolique, hier, entre plusieurs milliers de travailleurs emmenés par les cheminots niçois et les riches et oisifs clients du célèbre palace de la promenade des Anglais.

Nice, correspondant régional.

Ce fut d'abord une manif dans " la " manif, partie de la gare SNCF de Nice pour rejoindre, par l'avenue Jean-Médecin, la place Masséna noire de monde c'est-à-dire remplie, avant que ne s'ébranle la foule d'au moins vingt mille manifestants selon les syndicats. Les cheminots de Nice et région avec le renfort de leurs camarades de la gare du Sud des Chemins de fer de Provence (d'où aucun train ne partait hier) avaient donné dans le symbolique. Précédant les grévistes niçois (60 % des effectifs selon la CGT) sur la place où se déploient en février les fastes du carnaval, roulait une locomotive en carton-pâte, suivie d'un bélier porté par huit costauds qui enfonçaient, à la demande, un grand chiffon sur lequel était barbouillé le mot " réforme ". Puis s'avançaient les responsables du syndicat CGT des cheminots parmi lesquels le secrétaire général, Claude Mercieca, qui rappelait les raisons de cette mobilisation : " Les articles 3 et 6 du document d'orientation des retraites évoquent une réforme des régimes spéciaux " pas dans l'immédiat " ce qui veut dire après l'adoption du projet Fillon. À partir de cette réforme il y aurait des négociations par entreprise, notre président Louis Gallois attendant d'ailleurs que le calendrier lui soit précisé... Nous nous sentons donc très concernés. " À la suite, des cheminots portant l'écharpe tricolore : des élus

communistes, tel le conseiller général Noël Albin, exprimant " une volonté d'être aux côtés de ceux qui luttent ". Enfin, entourant une puissante " sono ", un bon millier de cheminot(e)s particulièrement remontés dont une forte proportion de jeunes embauchés au tout début du siècle.

Depuis le 3 juin, les cheminots de la Côte d'Azur sont ainsi en ébullition avec des secteurs particulièrement " chauds " comme celui des contrôleurs, en grève à 100 % ou des agents de conduite (83 % de grévistes) malgré un appel de la CFDT locale à reprendre le travail. La gare de marchandise de Cannes dans le quartier populaire de La Bocca a été rebaptisée " gare TGV " depuis que chacun de ces trains est soumis à un arrêt obligatoire. En fait, explique Alain Mayer, le secrétaire du syndicat CGT des cheminots cannois, le gros du trafic est perturbé voire paralysé : dimanche dernier, alors que les cheminots unanimes reconduisaient la grève en assemblée générale, huit TGV seulement passaient sur la ligne Marseille-Vintimille contre 210 trains habituellement.

Hier encore cette forte mobilisation s'est fait entendre. Tambours bricolés avec des bidons d'huile, pétards et bien sûr sifflets, tout était bon pour faire du bruit sur la promenade des Anglais dont la chaussée Nord s'est trouvée totalement envahie en fin de matinée par des milliers de personnels de l'éducation nationale, et par des agents des secteurs publics en grève, fonctionnaires des impôts ou employés d'Air France, l'Aéroport international de Nice étant alors quasiment déserté. À hauteur de l'hôtel Negresco, des cheminots ont marqué une pause, pour boulonner sur des traverses posées sur la chaussée, quatre bons mètres de rail. Les encouragements de la foule n'ont pas manqué pour enfumer la façade du célèbre palace où quelques clients faisaient de timides apparitions aux fenêtres tandis que des pétards explosant devant la porte d'entrée gâchaient quelques grasses matinées. " Une seule nuit au Negresco, c'est 1 300 euros par personne, en même temps on ose nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour nos retraites ! " clamait un cheminot, rouge de colère sous un soleil de plomb.

Philippe Jérôme

---